

SÉBASTIEN CHENU est l'invité de 100% FRONTIÈRES sur CNEWS !

20 min · Rassemblement National

Jean-Philippe : Ce matin, Jean -Philippe Tanguy a déclaré qu 'il n 'y aura pas d 'exclusion des étrangers en situation régulière. Pour que ça soit parfaitement clair, pas d 'exclusion des étrangers, mais la priorité donnée aux Français.

Marine : La situation est assez simple. La priorité nationale, comme le dit Marine Le Pen, c 'est quand vous êtes un citoyen français, quelle que soit votre couleur, votre âge, votre religion, votre catégorie sociale, vous avez une carte d 'identité française, vous devez avoir une priorité d 'accès aux logements sociaux, c 'est -à -dire à la solidarité nationale, c 'est -à -dire à cet effort qu 'ont fait les autres Français au bénéfice de leurs compatriotes. Vous pouvez aujourd 'hui être un citoyen qui est étranger dans un logement social, vous n 'allez pas être sorti de votre logement social, mais désormais, ensuite, tous les logements qui seront construits, qui seront mis sur le marché en termes de logements sociaux, les Français bénéficieront prioritairement à des Français, et pareillement pour les logements étudiants. Et par exemple,

Jean-Philippe : si j 'ai 6 demandes et 5 logements sur les 6, j 'ai 5 Français et un étranger, l 'étranger n 'a pas de logement

Marine : ? Évidemment, puisque vous avez, combien vous avez dit ? J 'ai 5 logements et 5 logements. 5 logements et 6 demandes. Évidemment, puisque la priorité, c 'est que vous êtes traité prioritairement, vous passez devant, parce que vous avez plus de droits dans votre pays. C 'est un phénomène, la priorité nationale, qui est bien connue ailleurs. En réalité, qu 'elle soit dans le travail, je vous rappelle que pour être fonctionnaire dans notre pays, il faut être français. Pour voter dans notre pays, il faut être français. Il y a déjà une

Jean-Philippe : priorité

Marine : nationale. Si j 'ai pas assez de logements, c 'est les Français qui auront les logements et les étrangers n 'en auront pas. Évidemment, ils se logeront dans le parc privé. Ils se logeront avec... Ils n 'auront pas de logement social. Vous avez des pays, les États -Unis, le Japon, la Suisse, où vous devez... Vous ne comptez pas sur la solidarité du pays qui vous accueille. Vous arrivez... Vous connaissez tous des gens qui sont allés dans les pays que je viens de citer. Vous arrivez, vous êtes étudiant français aux États -Unis. Vous vous dégrouillez pour vous loger. C 'est à votre charge. L 'État américain ne vient pas vous héberger. Et bien, nous considérons que parce que nous allons aussi en parallèle construire davantage de logements, libérer aussi davantage de logements qui reviendront sur le marché locatif, et bien, il y aura cette offre de logements. Je vous rappelle qu 'on a besoin, dans le pays, d 'une offre de logements en construction, à peu près de 400 000 logements. Il faudrait construire 400 000 logements par an. On en est très loin aujourd 'hui. On est à peu près à 250 000. Donc nous, ce qu 'on souhaite, construire davantage, ouvrir davantage, transmettre davantage et pour les logements sociaux actuels. De fait, les étrangers

Jean-Philippe : sont exclus, parce qu 'il y a tellement de demandes de français pour le logement social qu 'il n 'y aura plus d 'étrangers dans le logement social. Je ne vois pas pourquoi Jean -Philippe Tanguine l 'assume pas ce matin en disant qu 'il n 'y a pas d 'exclusion des étrangers.

Marine : De fait, il y a une exclusion puisque c'est pour les Français. 70 % des Français sont éligibles au logement social. Ils rentrent dans les critères qui vont leur permettre d'avoir un logement social. 11 % d'entre eux en bénéficient. Donc à un moment, on rééquilibre les choses. Les Français éligibles au logement social passeront devant ceux qui n'ont pas la nationalité française. Les Français, quel que soit, je le redis encore une fois parce que quand j'entends certains nous traiter de racistes, quelle que soit la couleur de leur peau, leur religion, enfin je veux dire les Français. Être français, c'est avoir un peu plus de droits dans son pays que ceux qui arrivent du bout du monde. Vous me faites la

Jean-Philippe : transition puisque vous avez été effectivement traité de racistes par M. Calfont, donc du Parti Socialiste, qui s'en est pris à l'un de vos collègues, en déraque au taract sur le plateau de BFM. Je vous propose de voir la séquence.

Que vous proposez, M. le logement social ? Vous allez me laisser parler. Donc sur la préférence nationale, ce que vous proposez, c'est le Front National, vous avez bien fait de le rappeler. C'est instituer le racisme institutionnel et vous serez sanctionné par tous nos traités internationaux. Non, avancez, s'il vous plaît. Vous n'êtes pas animateur. C'est ça le propositions. C'est M. Calfont, on se calme. C'est M. Calfont, on redescend, s'il vous plaît. Dites -moi, je vous ai

Jean-Philippe : posé une question très concrète. Allez -y, allez -y, s'il vous plaît.

La deuxième chose, puisque vous êtes raciste et institutionnellement raciste, la deuxième chose, je vais vous répondre. Vous prenez des responsabilités, M. le logement. Mais poursuivez -moi devant les tribunaux, il n'y a aucun problème. La préférence nationale est une loi de la nature raciste. Mais allez -y, poursuivez -moi, il n'y a aucun problème. Je le dirai devant tous les tribunaux. La préférence nationale est un principe raciste. Il n'y a pas de problème. Vous pensez qu'un Français de couleur ne peut pas avoir la priorité nationale ? Ça s'appelle la discrimination pur et

Jean-Philippe : simple. C

'est faux, mais c'est la convention.

Jean-Philippe : Vous avez envie de répondre, Sébastien Cheney, à François Calfont du PS.

Marine : Non, ce n'est pas le couteau le plus aiguisé du tiroir socialiste, si j'ose dire. Et donc vous laissez passer ? Je pense qu'il faut, si Andréa Cotarac le souhaite, déposer une plainte, puisque les propos de Calfont sont diffamatoires. Je rappelle simplement que vous avez la meilleure réponse. C'est qu'il y a deux tiers des Français qui sont favorables à la priorité nationale. Parce que c'est du bon sens, parce que beaucoup de pays ont mis en place ces dispositions. Et avoir les socialistes qui crient, dès que vous n'êtes pas d'accord, enfin la gauche plus largement, d'ailleurs vous êtes fasciste, vous êtes raciste, etc. Ils ne connaissent même plus le sens des mots. Ils ne connaissent même plus ce qu'est le fascisme, ce que c'est le racisme. Il n'y a aucune mesure raciste dans nos programmes, jamais. Jamais de mesure raciste. Il y a des mesures de priorité nationale, encore une fois. Jamais rien n'est lié à la race, à l'origine ethnique des gens. Jamais, au grand jamais de la vie. Donc ces gens -là n'ont plus aucun argument. D'ailleurs, ce pauvre Calfont a été incapable de présenter quelques propositions en matière de logement social. On est d'accord, vu ce qu'ils ont créé comme type de ghetto dans notre pays, vu ce qu'ils ont empêché comme possibilité de logement pour les Français, vu le nombre de logements qu'ils ont laissés se détériorer dans notre pays, je comprends qu'effectivement ils ne soient pas très à l'aise et qu'un peu comme le réflexe de Pavlov, ils disent racistes comme Ilsaboïs.

Moi, j'ai du mal à comprendre pourquoi vous avez besoin de dire que vous n'expulserez pas les étrangers des logements sociaux. Parce que si on reprend un peu le parc du logement social aujourd'hui, on sait qu'il y a un immense problème, c'est le logement social à vie. C'est -à -dire qu'il y a des gens à qui on a donné un appartement de 120 mètres carrés parce qu'ils avaient par exemple 5 enfants et qu'aujourd'hui ne sont plus que 2 dedans. Donc de facto, il faudrait remettre d'une certaine façon sur le marché des logements existants aujourd'hui et à partir de ce moment -là, forcément, mettre en avant d'abord la préférence nationale. Est-ce que vous êtes prêt à remettre certains logements sociaux sur le marché aujourd'hui dans les conditions que j'ai dit là ? Et à ce moment -là, est-ce que la préférence nationale s'applique ?

Marine : De facto, il y aura des logements sociaux qui seront remis sur le marché puisque par exemple, Marine Le Pen a expliqué que si vous êtes parent d'un enfant délinquant, vous devrez libérer, vous serez expulsé de votre logement social. Donc il y aura aussi des logements qui aujourd'hui hébergent des gens qui acceptent que leur gamin se comporte mal. Voilà par exemple des logements qui seront remis sur le marché. Nous ce qu'on veut, mais vous l'avez bien dit, parce qu'on se focalise évidemment sur le logement social et il est important, parce que la demande est importante dans le pays, mais on veut faire plusieurs choses. On veut relancer la construction, on veut permettre effectivement de libérer d'un certain nombre de contraintes ces constructions, mais aussi ces occupations de logements sociaux, faire en sorte qu'il en ait davantage, en remettre sur le marché, libérer le marché qui est archi saturé et puis permettre la transmission. Vous voyez, c'est plusieurs leviers. Donc on se focalise sur une part qui est importante, mais encore une fois, je pense que la problématique du logement, elle dépasse uniquement le logement social. Il y a beaucoup de Français qui rêvent, y compris chez les Français modestes qui bossent tous les jours, moi j'en vois beaucoup dans la circonscription, qui rêvent de devenir propriétaires, avoir un toit au-dessus de sa tête, c'est le rêve de tous les Français être propriétaires pour ensuite pouvoir le transmettre à ses enfants. Alors ça a fait

Jean-Philippe : réagir l'ancienne ministre du Logement de gauche, Emmanuel Koss, qui a déclaré réserver les HLM aux Français, comme le propose Marine Le Pen, est une lubie xénophobe.

Marine : Maintenant, je lui rappelle qu'effectivement, une grande majorité de nos compatriotes sont éligibles à la possibilité d'avoir un logement social, mais que malheureusement, ils n'en ont pas pour plusieurs raisons, parce qu'évidemment, ils sont déjà fortement occupés, parce qu'ils ne sont pas prioritaires, parce qu'il n'y en a pas assez de construits, mais cela n'a rien de xénophobe. Elle dit que vous désignez les immigrés comme bouc émissaire. Non, pas du tout. Écoutez, je pense que simplement, vous savez, nous, nous sommes là pour défendre l'intérêt des Français. Voilà, notre pays souffre de beaucoup de difficultés, liées évidemment aussi à la submersion migratoire. Nous sommes là pour défendre l'intérêt des Français.

Jean-Philippe : La révolution en cas de victoire du Rassemblement national. Voilà ce qu'on entendait du côté de la fête de l'Humain ce week-end de la part de militants. Alors je rappelle que Bali Bagayoko a promis l'insurrection, le maire de Saint-Denis. Voyez ce que ça donne dans la bouche des militants.

Chaque révolution ne se fait pas sans casse, malheureusement, et ce n'est pas trois abris de bus et trois poubelles qui brûlent qui vont faire que ça va avancer.

T'es prêt à faire la révolution si jamais l'extrême droite passe ? Oui,

clairement, oui. Il n'y aura pas le choix. En fait, je pense, à mon avis, il faudra descendre dans la rue. Mais si les gens choisissent l'extrême droite, mais si il faut dans la rue, j'irais, j'y serais. En tout cas,

après, je ne sais pas comment ça se passera ni comment ça se fera, mais j'y serais. Pour ma part, marcher du point A au point B, pour moi, ce n'est plus ce qu'il faudrait. Ce qu'il faudrait, c'est que les gens descendent dans la rue un vrai mai 68, comme ils ont pu le connaître nos ancêtres à l'époque, nos grands -parents, nos arrière -grands -parents.

Pire cas de figure, le RN passe. Vous êtes prête à faire la révolution ?

Oui, oui. Je ne me vois pas rester sans rien faire. Je me vois pas rester à rien faire. Je trouverais ça extrêmement dommage de laisser passer ça. Je suis militante. Militante et les filles, pour tout dire. Bien moins à gauche que mes

jeunes, enfin mes enfants. Est -ce que, du coup, vous pensez que vos enfants seraient prêts à faire la révolution si jamais l'extrême droite passe ?

Certainement. Alors, je ne pourrais pas vous dire de quelle manière. Ce sont vraiment des militants, ils ont des outils, etc. Eux pourraient répondre. Je ne vais pas répondre à leur place. Mais oui, ils seraient prêts à faire. De quelle façon ? Je ne sais pas. Mais oui, ils seront là, quoi qu'il en soit, avec tous leurs amis, c'est sûr. Et vous ? Moi aussi.

Jean-Philippe : Comment vous réagissez à ces militants qui vous promettent la révolution si demain vous êtes nommé ministre, si demain Marine Le Pen est présidente

Marine : de la République ? D'abord, ça voudrait dire qu'il y aura... 50 % plus 1 % des Français qui auront fait le choix de Marine Le Pen. C'est -à -dire que ces gens qui sont donc minoritaires dans le pays n'accepteraient pas le suffrage universel et donc se revendiquent comme n'étant pas démocrate. Ça pose un principe et en tous les cas un problème de légitimité, je crois, et Jean -Luc Mélenchon devra probablement s'expliquer sur la légitimité qu'il a à se présenter à une élection alors que ses troupes, une partie de ses troupes, disent, comme M. Bagayoko, qu'ils empêcheront et qu'ils contesteront le résultat de cette élection. Je pense que c'est une vraie question à poser à Jean -Luc Mélenchon. La deuxième chose, vous savez, ce sont beaucoup des petits bourgeois, des révolutionnaires de salon, ils sont prêts à monter sur les parricades. Moi, je me souviens de, je ne sais plus comment s'appelait cette association, pas Nuit debout, mais il y en avait une autre, Extinction Rebellion, ou je ne m'en occupe plus, enfin des conneries comme ça. Ils avaient manifesté pendant un mois devant le Pont Neuf et puis après c'était l'heure des vacances. Vous savez, on arrivait fin juin, tout le monde devait partir sur l'île de Ré, tout le monde devait partir, etc. On les avait jamais revus à la rentrée. Nuit debout, c'est pareil, un peu de soleil, ils partent en week -end et ils ne reviennent jamais. Donc attention, ils aiment beaucoup se faire peur et essayer d'intimider. Ne nous laissons pas intimider. Mais ces gens -là sont particulièrement intolérants. J'ai vu qu'ils criaient d'ailleurs à la fête de l'humanité, Roussel n'est pas un camarade, donc ils iront aussi dégommer Fabien Roussel. Tout le monde déteste le PS. Bon, je pense que c'est vrai, tout le monde déteste le PS, ça c'est vrai. Mais dans leur rang, je pense que ça montre aussi leur terrible sectarisme. Ces gens -là sont prêts finalement à couper les têtes de tous ceux qui ne pensent pas comme eux. À la fin, tout ça est un peu ridicule et les amène à être leur propre caricature.

Mais Sébastien Chenu, vous êtes vice -président d'un groupe qui revendique être le parti de l'ordre, le groupe de l'ordre. Comment vous assurez à vos électeurs ou même à ceux qui pourraient vous rejoindre qu'au soir de l'élection possible et probable de Marine Le Pen à l'élection présidentielle, l'ordre sera maintenu dans les rues, qu'il n'y aura pas le feu, qu'il n'y aura pas le chaos comme le promettent vos adversaires ? Qu'est -ce que vous ferez s'il y a le

Marine : chaos ? D'abord, je vous rappelle que ceux qui devront maintenir l'ordre et qui auront à

assumer la transition démocratique et républicaine, si celle -ci advient nous concernant, c'est l'actuel ministre de l'Intérieur. Et je pense que, que ce soit Emmanuel Macron ou l'actuel ministre de l'Intérieur, non mais je pense que, autant je pense que c'est un très mauvais ministre de l'Intérieur, autant je pense que s'il reprend sa casquette de préfet, il aura plutôt vocation et intérêt à faire en sorte que les choses se passent bien pour l'image d'ailleurs d'Emmanuel Macron, de ce gouvernement, de la France à l'étranger. Moi j'en appelle aussi à ce que chacun prenne ses responsabilités. Mais je n'ai pas de doute sur le fait que ces gens -là tenteront deux trois expériences, nous saurons, et ceux qui, les professionnels républicains des forces de l'ordre, sauront faire en sorte que tout ça tienne dans un contexte plus calme qu'on l'imagine. Mais là encore une fois, posez la question peut-être à Jean -Luc Mélenchon, c'est peut-être lui qui doit s'exprimer sur le résultat. On l'invite dans 100 % Frontières avec plaisir. Où il se prend pour Donald Trump, il conteste les résultats d'une élection, où c'est un démocrate et un républicain et il accepte. Vous savez, il n'y a pas deux solutions. Je

Jean-Philippe : rappelle que Jordan Bardella est allé il y a maintenant 10 jours au Royaume -Uni voir Nigel Farage, le chef du parti pro -Brexit, et ils ont signé un accord sur l'immigration qui créerait la France et le Royaume -Uni si Nigel Farage devient Premier ministre et si Jordan Bardella devient Premier ministre. Écoutez ce qu'en a dit Bruno Rottot, l'ancien ministre de l'Intérieur ce week -end en meeting. Il y a eu aussi

le grand voyage pour se donner une stature internationale du président du Rassemblement national Jordan Bardella. À Londres, l'acte finalement de contrition de Jordan Bardella à Londres devant Nigel Farage. On aura tout vu les amis. Qu'on m'ait dit un jour que le parti qui se réglait jadis de Jeanne d'Arc soit vendu aux Anglais, franchement, franchement je ne m'y attendais pas.

Marine : Vous êtes vendu aux Anglais Sébastien Cheney ? Quel charisme, on est très impressionné déjà par le charisme de Bruno Rottot, quel punchline incroyable. C'est sûr que lui pour avoir une stature internationale il y a encore du boulot. Au -delà de ça, pour quelqu'un sincèrement puisque'il parle de s'être vendu, pour quelqu'un qui s'est vendu à Emmanuel Macron, c'est un peu fort quand même de la ramener d'où leur donner des leçons, le bilan de Monsieur Rottot devrait l'inciter à être très modeste, à être très humble sur les OQTF, sur le droit d'asile, sur les cartes de séjour, sur le trafic, sur le référendum sur l'immigration. J'entends encore Bruno Rottot dire « Abat le voile ». Alors on lui pose la question, qu'est -ce que vous faites pour le voile ? Rien, finalement rien. Bon d'accord. Il veut l'interdire à l'université dans certains endroits quand même. Donc en fait c'est du sous -RN, en fait c'est l'espèce de RN low -cost ce que fait M. Rottot. Je pense que les Français n'ont pas besoin de ça. C'est vraiment la phrase de Siorand, ce qu'il dit à ses électeurs, « Ne vous suissiez pas tout de suite, il y a encore quelqu'un à décevoir ». Donc effectivement, c'est ce que Bruno Rottot dit à ses électeurs. Laissez -nous encore une fois la chance de vous la faire à l'envers, de vous trahir, de vous décevoir. Il n'y a rien à espérer de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Macron.

Hier, à Ennambomon, Marine Le Pen a opposé un vote solide à un vote gazeux. Est -ce que c'est une disqualification d'avance de candidats comme Bruno Rottot, comme Éric Zemmour, qui serait donc un vote gazeux

Marine : ? Effectivement, les candidatures ne sont pas des candidatures de témoignage, parce qu'aujourd'hui, ils témoignent de convictions qui sont les leurs. Moi, je ne conteste pas à ces candidats d'avoir des convictions. Je leur conteste le fait de pouvoir, lorsqu'ils ont eu les leviers, de les avoir mis en place. Bruno Rottot était ministre de l'Intérieur, mais il savait en entrant qu'il ne pourrait pas mettre en place ce qu'il disait. Donc, il a trahi les Français. Je crois qu'aujourd'hui, les

candidatures d 'Éric Zemmour ou de Sarah Knafo sont des candidatures qui, de toute façon, ne franchiront pas. Ce n 'est pas être insultant ou les prendre pour des imbéciles, qui ne franchiront pas le premier tour. Donc, je pense qu 'effectivement, il faut plutôt se concentrer sur ceux qui peuvent préparer l 'alternance et le redressement du pays. Vous savez, dans cette campagne, il y a des candidats qui n 'ont pas envie de faire campagne, qui ont envie d 'être nommés. C 'est le cas d 'Edouard Philippe. Plus il a envie d 'être nommé, il attend qu 'on le nomme. Il n 'a pas du tout envie. Vous savez, c 'est Édouard Leflamar. Il fait des flammes cuches, il fait des trucs. Sincèrement, ça aussi. Comment on peut prendre les électeurs à ce point ?

Jean-Philippe : Alors, j 'explique pour les téléspectateurs. Vous dites Édouard Leflamar, parce qu 'Edouard Philippe a déclaré que s 'il était élu président de la République, il souhaiterait être investi en septembre pour avoir le temps de se reposer, mais aussi de former un cabinet, de consulter, etc.

Marine : Écoutez, nous, en tous les cas, on a très envie de se mettre tout de suite à l 'ouvrage. On sait qu 'il y a des urgences dans le pays. Il y a ceux qui ont trahi. On voit Bruno Retailleau. On l 'a vu à l 'oeuvre. Il a trahi ses électeurs. Et puis, il y a ceux qui proposent. Moi, je suis toujours très interrogatif de voir Gabriel Attal, qui nous dit J 'écoute les Français, etc. Et il propose l 'opposé de ce qu 'attendent les Français. C 'est -à -dire que les Français lui disent 2 tiers. On souhaite la priorité nationale. Lui, il fait l 'inverse. Ils disent on ne veut plus du voile. Lui, il fait l 'inverse. Je veux dire, Gabriel Attal, il écoute les Français pour proposer exactement l 'opposé de ce qu 'ils attendent. Donc, tout ça, il n 'y a pas grand -chose à attendre de ces candidats.

Jean-Philippe : Il y avait une bonne ambiance à Ennimbomond ce week -end. Oui, il y avait une bonne ambiance. Excellente ambiance. Tout le monde est content de se voir, de se retrouver. C 'était l 'anniversaire de Jordan Bardella. Mais pourquoi ce serait l 'inverse ? Vous avez fait un cadeau à Jordan Bardella pour son anniversaire

Marine : ? Notre présence massive autour de lui est quand même un super cadeau. Moi, je n 'ai jamais eu autant de monde à un de mes anniversaires.

Jean-Philippe : Parce que certains, visiblement, ne lui en font pas de cadeaux, notamment les journalistes de Libération dans un portrait qui a été signé au moment de leur entrée, enquête sur sa vie de jet setter. Est -ce que vous êtes certain, Sébastien Chenu, que personne au Rassemblement national n 'alimente

Marine : Libération ? Oui, en tous les cas, je pense qu 'aujourd 'hui, essayer d 'alimenter ça contre Jordan Bardella, c 'est se tirer une balle dans le pied. Ce qui ferait ça. Pourquoi ? Parce que notre candidate est prête pour la présidentielle. Jordan Bardella se prépare pour Matignon. On a besoin des deux. Les rôles sont bien distribués. Chacun doit se préparer de la meilleure façon. Et je dois dire que les propos de Libération sont quand même à la fois déplacés, à la fois scandaleux. Moi, je veux dire, on ne va pas être indécent, mais si on allait gratter la vie privée d 'un certain nombre de leaders politiques du centre, de gauche, etc. ou d 'anciens ministres, ou d 'anciens premiers ministres, etc. Je pense qu 'on aurait peut -être beaucoup à dire. Et moi, je pense qu 'il ne faut pas rentrer là -dedans. Ceux qui ont envie de nous combattre, mais qu 'ils le fassent. Si un jour

Jean-Philippe : Jordan a des idées, si vous trouvez un cadre du Rassemblement national, vous griez qui alimente Libération. C 'est quoi, la gronde ?

Marine : Il faut le sortir, bien sûr. Libération, moi, je ne parle pas à Libération. Je ne parle pas à Libération. Presque par principe. Pourquoi parler à Libération ? Pourquoi parler à Libération ? Parce que tout ce que vous pouvez leur dire est utilisé contre vous. Donc, de toute façon, moi, les échanges

que j'ai eu avec Libération sont par SMS, sont transmis immédiatement à Marine Le Pen de façon à ce que les choses soient très transparentes entre nous et qu'on ait les mêmes infos. Vous inquiétez

Jean-Philippe : pas, personne vous accuse. C'est pas ce que je tenais. Je vous dis comment fonctionne. Je vous dis

Marine : comment fonctionne. En fait, comme il appelle tout le monde, eh bien, on s'alerte tous sur les appels de ces journalistes, sur leurs angles, sur leurs questions, de façon à harmoniser évidemment nos réponses. Mais moi, je pense qu'il ne faut pas parler aux journalistes de Libération. Ils peuvent faire leur boulot sans qu'on leur parle d'ailleurs. Parce que de toute façon... Certains déjeunent avec eux chez vous. Oui, mais moi, ça ne m'est jamais arrivé. Parce que ce qu'ils... Mais je suis pas sûr qu'il y en ait qui déjeunent avec eux. Parce que... Bon, d'accord. Vous avez plus d'infos que moi. Mais parce que de toute façon, ce qu'ils vont prendre de chez nous, de l'intérieur, ce sera pour utiliser contre nous. Quel est l'intérêt au bout du compte ? Nous, on a envie que ça marche. Sincèrement, on a envie d'arriver aux responsabilités. On a envie que ça fonctionne, notre affaire. C'est la première fois qu'on a le pouvoir si proche, qu'on est si proche du pouvoir. Oui, parce qu'on

peut taper sur Libération. Je le fais très souvent ici. Mais en même temps, il y a beaucoup d'infos dans cette... Non, mais c'est vrai. C'est vrai. Il y a quelque chose de surprenant de se dire que le Rassemblement national va se faire insulter, par exemple, par un journaliste de France Inter. Et lorsqu'un cadre du Rassemblement national va sur France Info, il ne lui parle pas du fait qu'il ne lui fait pas de remontrance quand LFI organise des boycotts. Et que là, Libération, qui va faire partie quand même de vos ennemis, de vos... C'est -à-dire que ils vont essayer de vous faire tomber.

Marine : Mais regardez, c'est la même façon que quotidien. Moi, j'ai décidé que je ne répondrai pas à quotidien de la campagne parce que tout propos est évidemment utilisé contre nous ou de façon dérisoire. ou pour se moquer, vous l'avez vu avec Jean -Philippe Tanguay, etc. Donc mieux vaut ne pas leur parler, ils font leur métier. On répond à leurs questions dans les conférences de presse, parce que je pense que ça, c'est évidemment normal de répondre à des journées dans les conférences de presse, mais on déjeune pas, on se répond pas, etc.

Jean-Philippe : Merci Sébastien, j'ai eu l'honneur d'avoir été l'invité ce matin de CNews et de 100 % Frontier. On va se retrouver dans un instant. On va parler de cette femme âgée qui a été poignardée par un homme de 19 ans, né au Tchad, qui avait été interpellé à 27 reprises avant de s'en prendre à 7 dames. On a bien le droit à une 27e chance, avait dit David Lissner, le maire de Cannes. On va parler dans un instant de cette nouvelle agression en France.